

Ukraine : pas d'issue sans mobilisation indépendante de la classe ouvrière !

Soulèvement populaire contre le pouvoir oligarchique de Ianoukovitch et prise du pouvoir par les partis pro-UE et l'extrême-droite

Depuis 3 mois, la mobilisation contre Ianoukovitch se développait suite à son refus de signer un accord d'association avec l'Union européenne. Cette mobilisation était très importante, ponctuée par des manifestations sans précédent depuis la prétendue « révolution orange » de 2004. Même si la droite pro-UE et l'extrême droite ont profité de la décision de Ianoukovitch pour se mettre sur le devant de la scène, les masses mobilisées ont exprimé leur rejet d'un régime autoritaire et corrompu (calqué sur celui de la Russie), et leur aspiration à une vie meilleure, aux droits de l'homme et à une véritable démocratie. Pour elles, l'accord d'association avec l'UE était synonyme de réforme politique, de transparence, et de rapprochement du niveau de vie occidental. Il ne faut donc pas confondre les motivations des manifestant-e-s et celles des forces politiques qui ont instrumentalisé la colère populaire pour se remettre en selle et reconquérir le pouvoir.

Poids de l'extrême droite et répression terrible des manifestant-e-s

L'extrême-droite¹ n'influençait directement qu'une minorité des manifestants, mais elle était aux avant-postes des affrontements avec la police : principalement Svoboda (représenté au parlement) et « Secteur Droit », qui considère Svoboda comme trop « libéral ». La terrible répression du régime et le choix de l'extrême-droite de militariser le conflit ont conduit à un engrenage menant à des affrontements de plus en plus durs, avec de premiers morts.

Les 19 et 20 février, un saut qualitatif a été franchi avec des affrontements à balles réelles, au prix de 80 tué-e-s et de milliers de blessé-e-s, y compris des militant-e-s de gauche. Dans la nuit du 20 au 21 février, sous la pression de l'Union européenne et des États-Unis, un compromis était signé entre le pouvoir et l'opposition parlementaire. Mais le lendemain, la foule (autour de 30 000 personnes) réunie place Maïdan a refusé le compromis entre politiciens, et le « Secteur Droit » a annoncé son refus de déposer les armes et son intention de lancer l'assaut contre le palais présidentiel si Ianoukovitch n'était pas démis de ses fonctions.

Nouveau gouvernement pro-Union européenne

Le 22 février, Ianoukovitch était lâché par une partie de sa majorité (parti des régions) et par les forces de répression (qui avaient mystérieusement disparues). Sous pression (de la rue et des hommes en armes qui les entouraient), le parlement, avec un tiers de ses membres absents, a voté la révocation de Ianoukovitch et la libération de Timochenko. Le président du parlement (membre du parti des régions) a annoncé sa démission pour « raisons de santé » (comme au bon vieux temps...) et a été remplacé par Tourtchinov, un très proche de Timochenko. Ce dernier est désormais le président par intérim, avant une prochaine élection présidentielle fixée pour le moment au 25 mai.

Un autre proche de Timochenko a été nommé premier ministre (Iatseniouk) et la composition du nouveau gouvernement a été « présentée » à la foule de Maïdan, pour donner le sentiment d'un adoubement populaire. Svoboda compte désormais 3 ministres au gouvernement. Il s'agit d'un gouvernement néolibéral, auquel participe des ministres fascistes, et qui s'apprête à mettre en œuvre les réformes exigées par l'impérialisme occidental, c'est-à-dire l'Union européenne et les États-Unis.

¹ Pour en savoir plus sur l'extrême droite ukrainienne, cf.

<http://zec.blogs.letelegramme.com/apps/m/archive/2014/02/21/l-extreme-droite-en-ukraine-svoboda.html>

De graves menaces planent sur les libertés démocratiques. Dans l'ouest du pays, Svoboda dirige 3 régions, où ils ont interdit le PC et le parti des régions, imposant leur dictature, qui est déjà effective là bas. Ils veulent désormais décapiter le PC. Un projet de loi a été déposé au parlement pour faire interdire ce parti. Le 24 février, les locaux du PC à Kiev ont été saccagés par des fascistes. Pour l'heure, la désorganisation générale permet aux milices fascistes de se déployer de façon inquiétante.

Une chose est sûre à court terme : l'extrême droite sort renforcée de la mobilisation du Maïdan. Elle peut s'attribuer le mérite d'avoir mis en échec la solution négociée entre l'opposition modérée et Ianoukovitch. Elle va sans doute recruter et ses milices vont se renforcer, exerçant une pression constante sur le gouvernement. Le risque est élevé que ces milices fusionnent avec la police et soient envoyées comme troupes de choc pour casser les résistances ouvrières, notamment dans l'est du pays, et pour détruire les groupes de gauche et d'extrême gauche qui essaient eux aussi de se construire dans la nouvelle situation.

En outre, l'Ukraine est désormais au bord du défaut de paiement sur sa dette. La nouvelle configuration politique va permettre à l'UE et au FMI d'imposer une cure d'austérité sans précédent en contrepartie d'un nouveau prêt. Le tournant pro-UE du nouveau pouvoir va avoir très rapidement un goût très amer pour les travailleurs/ses — qui ont déjà subi une dure politique de privatisations, de pillage et de régression sociale de la part de Ianoukovitch et de l'oligarchie ces dernières années.

Intervention russe et manifestations contre le nouveau gouvernement dans l'est du pays

Comme on pouvait s'y attendre, le nouveau pouvoir a de grosses difficultés à imposer son emprise à l'ensemble du pays, malgré le soutien des impérialistes occidentaux. Le congrès des représentants des régions du sud-est de l'Ukraine ne reconnaît pas la légitimité des décisions du parlement. Des manifestations contre le nouveau pouvoir ont eu lieu immédiatement à Sébastopol (Crimée) ou à Odessa. A Kharkiv (deuxième ville du pays), les néo-nazis du « Secteur Droit » ont occupé quelques heures le siège du gouvernement régional, et des milices sont apparues, notamment pour protéger les statues de Lénine, cible privilégiée des fascistes. Sous l'influence de l'extrême droite, une décision du parlement visant à limiter l'usage du russe (langue majoritaire dans l'est du pays) a contribué à mettre le feu aux poudres dans l'est de l'Ukraine. Samedi 1^{er} mars, d'importantes manifestations dans l'est du pays (notamment à Kharkiv et Donetsk) ont tourné à l'insurrection contre le nouveau gouvernement. Les bâtiments officiels ont été pris d'assaut et le drapeau russe a été hissé.

Si l'incertitude a plané pendant quelques jours sur la réaction de la Russie, les choses se sont accélérées ces dernières heures. La priorité de Poutine est de garder la Crimée (région autonome peuplée d'une majorité de Russes) sous son contrôle. Il a pour cela demandé et obtenu 1^{er} mars le soutien de son parlement pour une intervention armée en Ukraine.

La situation est donc plus incertaine et chaotique que jamais, avec une division de plus en plus nette entre l'Ouest et l'Est de l'Ukraine, et d'une montée correspondante des tensions entre l'impérialisme occidental et la Russie. Tous les scénarios sont envisageables, mais l'offensive russe vise sans doute à imposer à l'impérialisme occidental une négociation (sur le dos des Ukrainien-ne-s) débouchant sur la fédéralisation de l'Ukraine, entre l'Ouest sous influence occidentale et l'Est sous influence russe.

Retour rapide sur les causes de la crise politique

L'Ukraine est prise en tenaille entre l'UE et la Russie, et divisée entre le sud et l'est du pays, russophone et industriel, et l'ouest du pays, plus rural et davantage tourné vers l'Europe. En 2010, le dirigeant du parti des régions, Ianoukovitch, est élu président de la République. Historiquement lié à la Russie, il tente de concilier les intérêts des oligarques de l'ouest et de l'est, et entame des discussions en vue d'un rapprochement avec l'UE.

A l'autonome 2013, un accord d'association entre l'UE et l'Ukraine semble sur le point d'aboutir. Cet accord, outre les exigences impérialistes de « réformes globales », se traduirait par la suppression de tout ce qui limite les échanges commerciaux entre l'Europe et l'Ukraine. Compte tenu du différentiel de productivité, cela se traduirait par l'envahissement des produits européens en Ukraine, et

accroîtrait le déficit commercial ukrainien avec l'UE (qui est déjà important) de façon abyssale. Ce serait avant tout l'industrie ukrainienne (principalement l'Est du pays, mais aussi les entreprises de l'Ouest) qui serait dévastée. Les oligarques pourraient alors s'appuyer sur les conséquences de l'accord pour baisser les salaires et remettre en cause les acquis sociaux.

Les menaces de la Russie et les premières mesures de rétorsion ont entraîné une volte-face de Ianoukovitch qui a refusé de signer en novembre dernier l'accord d'association. Immédiatement, la troïka de l'opposition (« Patrie » de Timochenko, « Udar » de l'ancien boxeur Klitchko lié à la CDU allemande, et « Svoboda ») a appelé à des rassemblements de protestation. La confusion politique a été d'emblée forte puisque se sont retrouvés pêle-mêle à la fois les partisans libéraux de l'accord avec l'UE, les fascistes voulant profiter de la situation et des gens de gauche mus par la haine légitime du régime pourri de Ianoukovitch. C'est pourquoi peu de revendications sociales ont réussi à émerger de ces rassemblement, ou ont été vite marginalisées. Les appels à la grève lancés par l'opposition ont été très peu suivis et il n'y a pas eu non plus de manifestations significatives dans les gros centres ouvriers de l'est du pays. Le prolétariat n'est donc pas apparu au cours de la mobilisation comme un sujet collectif, avec ses objectifs propres.

Principale force politique organisée, l'extrême droite a eu un rôle important, prenant l'initiative des occupations de bâtiments officiels, saccageant et pillant les locaux de la KVPU (Confédération des syndicats libres de l'Ukraine), chassant les militant-e-s de gauche qui cherchaient à rejoindre le mouvement. Mi-janvier, le vote de lois ultra-répressives et l'intervention de voyous payés par le régime a marqué un premier tournant, avant les 80 morts des 19 et 20 février.

La faiblesse politique du mouvement ouvrier ukrainien

Troisième force politique du pays lors des élections législatives de 2012 (13,5% des voix), le parti communiste (ex-stalinien) est surtout implanté dans l'est, mais il est également présent à l'ouest. Même si le PC s'opposait en paroles à la politique économique de Ianoukovitch (notamment à ses réformes de la santé et des retraites) et aux oligarques en général, son orientation réformiste et légaliste l'a conduit à épargner le gouvernement. Davantage soutien critique que véritable opposant, le PC n'a pas cherché à incarner une alternative politique au gouvernement et à l'opposition pro-UE. Il n'a impulsé aucun rassemblement, et a simplement cherché une issue institutionnelle (un référendum) à la crise.

L'extrême gauche a participé aux mobilisations, notamment en protégeant les manifestant-e-s contre les exactions policières, jusque dans les hôpitaux. Mais elle très faible et s'est divisée sur la tactique à suivre dans la crise des trois derniers mois. Une partie de l'extrême-gauche (notamment le groupe « Opposition de gauche » ou différents groupes libertaires) a cherché à constituer un pôle de gauche dans les rassemblements sur la place Maïdan. Ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès, notamment en raison du refus de l'extrême-droite de les laisser s'organiser sur la place. Le groupe « Opposition de gauche » a néanmoins diffusé largement un manifeste sous forme de « Dix thèses » popularisant la nécessité d'un gouvernement des travailleurs et d'une nationalisation des secteurs clé de l'industrie. Une autre partie de l'extrême gauche (notamment le groupe Borotba) a refusé d'appeler à la mobilisation de la place Maïdan, rejetant toute alliance de fait avec les groupes réactionnaires. Pris pour cible par les fascistes, Borotba a néanmoins réussi à organiser des rassemblements (très faibles) sur des revendications ouvrières. L'enjeu était en effet de construire une mobilisation indépendante de la classe ouvrière sur des revendications démocratiques et sociales, contre le pillage de l'économie par l'ensemble des oligarques, aussi bien ceux liés à Ianoukovitch et à la Russie que ceux reconvertis en chantres de l'Union européenne et des États-Unis.

Pour une issue ouvrière et socialiste à la crise !

Rien n'est encore joué et, en un sens, tout commence avec la nouvelle situation ouverte par la chute de Ianoukovitch. Même si les forces de droite pro-UE et d'extrême droite avaient un rôle dirigeant à Maïdan, des progressistes étaient présents. Les étudiant-e-s occupent le ministère de l'éducation et l'influence de la gauche n'y est pas nulle : selon une étudiante qui nous a communiqué ces

informations, l'« assemblée étudiante » qui s'y réunit organise la solidarité étudiante et discute des réformes de l'université, les débats vont bon train, y compris sur la grève générale... De même, les « gardes d'hôpitaux » ont été assurées pour garantir l'accès aux soins à chacun-e et y interdire l'intervention des forces de répression. Ces premiers éléments d'auto-organisation sont fragiles, mais montrent la voie.

Le prolétariat, de l'Est comme de l'Ouest, n'avait pas d'amis dans un conflit avant tout inter-impérialiste et interne à la bourgeoisie ukrainienne, et il n'a pas pu intervenir sur une base propre, opposée aux deux camps oligarchiques. Si les prolétaires sont maintenant débarrassés d'un tyran, ils en ont de nouveaux. En outre, l'essor des groupes fascistes met à l'ordre du jour immédiatement une riposte d'ampleur pour éliminer la gangrène. L'enjeu décisif des semaines à venir est de développer l'auto-organisation en opposition au nouveau gouvernement et aux oligarques qui ont fait ou vont faire allégeance à la Russie dans l'est du pays.

- **Ni Ianoukovitch, ni ce nouveau gouvernement des valets de l'impérialisme occidental et de leurs alliés néo-nazis !**
- **Contre toute partition de l'Ukraine entre la Russie et l'Union européenne !**
- **Unités des organisations du mouvement ouvrier pour la défense des libertés démocratiques, des emplois et des salaires**
- **Pour la constitution de groupes d'autodéfense des ouvriers et des d'étudiant-e-s contre les forces répressives et les milices fascistes !**
- **A bas l'accord d'association UE-Ukraine, arme de destruction massive des acquis sociaux des travailleurs ukrainiens !**
- **Aucun licenciement ! Expropriation des oligarques et nationalisation sous contrôle ouvrier des grandes entreprises !**
- **Pour en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie (lié à l'occident ou à la Russie), il faut que le prolétariat se mobilise sur ses revendications de classe et se fixe l'objectif de conquérir le pouvoir politique !**

Gaston Lefranc